

Cuba : une île qui sous la présidence de Miguel Díaz-Canel ne rend pas les armes.

Par Antoine LUCI- Pôle Hispanique-Relations internationales-PRCF-pour Initiative communiste.

A la tête de l'Etat cubain depuis le 19 avril 2018, premier secrétaire du Parti communiste dans la province de Villa Clara, puis de Holguín : membre du bureau politique depuis 2003, ministre de l'Education (2009-2012), vice-président du conseil des ministres depuis 2012, puis vice-président du pays (2013-2018), il est aujourd'hui âgé de 60 ans et va pouvoir compter sur l'esprit de responsabilité des membres élus au VIIIème congrès du Parti Communiste Cubain dont il assume la responsabilité de premier secrétaire.

Si le système a vocation à demeurer socialiste, **le Parti communiste joue un rôle prépondérant dans la transformation sociale et sociétale** et de surcroît l'ajout de la notion d'Etat de droit montre que les dirigeants cubains sont désormais plus sensibles aux normes internationales, et la Constitution sera ainsi plus en accord avec la situation actuelle du pays et le contexte international.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat, organe permanent de l'Assemblée nationale-qui ne siège que deux fois par an-, était auparavant dirigé par le chef de l'Etat, c'est désormais le président de l'Assemblée qui en a pris la tête. Ce dédoublement des postes n'est pas anodin ; c'est ainsi qu'il favorise le pluralisme à tous les niveaux et, par conséquent **la démocratie est une réalité à Cuba**. Un maximum de deux mandats est fixé pour le poste de président.

I. Des signaux envoyés par le gouvernement aux réformes économiques

Si un nouveau ministre de l'Economie et de la Planification (Alejandro Gil Fernández), connu pour ses positions réformistes, a été nommé le 21 juillet 2018, les dirigeants cubains ont constaté une certaine montée du travail en libéral ou *cuenta propismo* -, autorisé par le biais de licences pour deux cent un type d'activités-puis groupés en cent vingt-trois- qui occupent aujourd'hui plus d'un demi-million de Cubains.

Dans le secteur économique, les nouvelles régulations annoncées en juillet (effectives depuis décembre) inquiètent les indépendants qui y voient une volonté de contrôle accru sur leur travail et leurs ressources. L'Espagne a des relations favorites avec Cuba, et la France s'est imposée au niveau des métiers du Tourisme et de l'Hôtellerie. Ce travail libéral est encadré par l'Etat qui régule l'activité des indépendants. C'est ainsi que les entrepreneurs dans les transports, la restauration et les maisons d'hôte doivent obligatoirement déposer leurs revenus sur un compte bancaire, ce qui facilitera les opérations de contrôle fiscal.

Par ailleurs, il n'est plus possible d'exercer plusieurs activités en libéral : depuis décembre 2018, les indépendants qui disposent de plusieurs licences doivent faire un choix et mettre fin à toute activité ne correspondant pas à la seule licence qui leur a été attribuée. Il s'agit d'empêcher la concentration des richesses et l'émergence d'entreprises privées de taille moyenne.

Si la nouvelle Constitution évolue vers la reconnaissance de la propriété privée et l'importance des investissements étrangers, c'est avec moult restrictions.

Ainsi donc, la détermination à ne pas légaliser les commerces d'import/export de marchandises au détail entre Cuba et les Etats-Unis semble cohérente avec la volonté étatique de garder la main sur les échanges commerciaux avec le voisin du Nord.

II. CUBA au cœur d'une nouvelle géopolitique latino-américaine

Au Panama, en avril 2014, les dirigeants des pays de l'Alba *1 ont exprimé au nom de toute l'Amérique Latine et des Caraïbes *2 leur appui et leur solidarité à la République de Cuba, lors du sommet des Amériques*3. Cette décision commune précédait de plusieurs mois l'annonce historique du rétablissement des relations diplomatiques entre La Havane et Washington, déclarée par les présidents Barack Obama et Raul Castro le 17 décembre 2014.

Dans une économie à bout de souffle, frappée par les ravages successifs des ouragans dans la zone et par l'imposition d'un embargo économique et financier, la grande île caribéenne, devenue un acteur incontournable sur la scène politique régionale, continue de nous surprendre par sa capacité de résistance aux crises qu'elle traverse et sa facilité d'adaptation aux nouvelles réalités du XXIe siècle.

Beaucoup d'arguments ont été avancés pour expliquer la pérennité de la Révolution cubaine, notamment au cours des années très critiques de la décennie 1990, connues en tant que *Période spéciale en temps de paix*, l'Union Soviétique ne soutenant plus Cuba depuis 1991.

Sur le plan intérieur, la combativité du peuple cubain pour sa survie au quotidien s'est traduite dans cette bataille idéologique livrée au sein de la société et de la classe politique en direction de la recherche de compromis et de solutions plus rationnelles et pragmatiques afin de sauver les acquis du socialisme. Encore que les dispositions prises par Fidel Castro en direction de la recherche médicale dans son discours l'Université de Buenos Aires aient été d'une grande maturité politique et d'un pragmatisme sans précédent dans l'Histoire de l'Humanité puisque Cuba est à l'avant-garde mondiale en matière de lutte contre le Covid et de coopération internationale et cela est reconnu par la presse internationale et les médecins du monde entier. A noter qu'un des acquis du Socialisme, c'est l'entière gratuité des études de médecine.

*1 Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, UMR 8136 IRICE

*2 Les pays de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité du commerce des Peuples (ALBA-TCP) sont actuellement au nombre de dix. Le bloc comprend : Cuba, le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, le Nicaragua, les îles caribéennes de la Dominique, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, d'Antigua-et-Barbuda, de Saint Christophe-et-Niévès et de Grenade, www.alianzabolivariana.org/.

*3 Instauré depuis 1994, le Sommet des Amériques réunit tous les deux ans 34 chefs d'État des pays qui intègrent l'Organisation des États américains, Cuba étant exclue. Déjà en février 2012 les présidents des pays de l'ALBA s'étaient rassemblés à la Havane avant le VIe Sommet des Amériques afin de décider d'une position commune pour que Cuba puisse participer à ce sommet.

4 *Réflexion* de Fidel Castro, « L'Empire et l'île indépendante », 14 août 2007, *Granma*, www.granma.cu/granmad/secciones/reflexiones/fra-042.html.

Sur le plan extérieur, Cuba a acquis une certaine aura en raison de son action solidaire dans le monde, des succès réalisés dans l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et de sa capacité d'autocritique, en particulier sur le thème sensible des droits de l'homme, ce qui lui a valu une reconnaissance des grands organismes internationaux et l'estime de nombreuses personnalités du monde politique comme Jimmy Carter ou encore l'ex-ministre des Affaires extérieures espagnol Miguel Angel Moratinos.

Mais c'est davantage **l'ampleur de sa coopération technique, scientifique et culturelle, en matière de santé publique et d'éducation**, qui a contribué à son rayonnement, surtout en

Amérique latine sans oublier les Accords **de Paix** signés à Cuba et qui concernent le gouvernement de Colombie et les Farc.

III. **Quel est l'enjeu que représente Cuba dans la nouvelle géopolitique latino-américaine ?**

Sa stratégie en matière de politique extérieure dont la caractéristique première est celle d'une diplomatie multilatérale :

- l'aspect phare a été **la solidarité internationaliste** que La Havane a manifesté depuis les années 1960 avec les peuples du Troisième-Monde ; **une diplomatie qui s'est maintenue** malgré les bouleversements de la fin du XXe siècle et qui s'est renforcée en ce début du XXIe siècle, à l'orée d'un contexte régional particulièrement favorable.

La décennie 2004-2014 atteste de ce rapprochement.

La Révolution cubaine, l'un des événements majeurs de l'histoire du XXe siècle qui allait bouleverser pour longtemps la géopolitique régionale.

A ce titre, c'est Raul Castro, qui, alors qu'il assumait officiellement la présidence du pays depuis février 2008, a procédé à une série de réformes destinées à assouplir la vie quotidienne des Cubains : liberté d'accès aux nouvelles technologies et aux hôtels pour touristes étrangers, octroi de licences privées de transport et autres mesures concernant le domaine économique : relance de la petite propriété agricole, révision de l'égalité salariale.

Aujourd'hui, c'est la poursuite des réformes annoncées à l'occasion du VIIIème Congrès du Parti communiste cubain qui sont destinées à relancer l'économie, libérer Cuba du poids de l'embargo économique et financier qui constitue un étau pour le peuple cubain, favoriser les échanges internationaux notamment avec un allié : la Chine mais aussi avec l'Europe.

Pour mémoire, la République de Cuba a été élue membre du Comité exécutif de l'Unesco en octobre 2007, une décision que les autorités cubaines interprètent comme une reconnaissance par la majorité des États membres de l'organisation de l'œuvre sociale de la Révolution et de son apport solidaire à d'autres peuples du monde. La nomination d'un diplomate cubain comme assesseur du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en mars 2008 est, selon ses propres paroles, une

« Nouvelle expression du respect de la communauté internationale pour les approches, les positions et les initiatives de Cuba dans ce domaine sensible que sont les droits humains ».

Et pour cause...

En août 1959, Washington obtenait la condamnation implicite de Cuba à la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des États américains (OEA) à San José (Costa Rica). Fidel Castro y répondit par la « Première Déclaration de la Havane » le 2 septembre 1960 qui affirmait la souveraineté de l'île et s'insurgeait contre les ingérences permanentes des États-Unis en Amérique latine.

Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, en la Asamblea popular, www.cuba.cu/gobierno/discursos/1960/esp/f020960e.html.

L'embargo total sur le commerce entre Cuba et les États-Unis fut décrété officiellement le 3 février 1962 en vertu du *Trading with the Enemy Act 1917* par le président John F. Kennedy (Ordre exécutif présidentiel 3447), cf. Salim Lamrani,

Washington contre Cuba : un demi-siècle de terrorisme, Paris, Le Temps des Cerises, 2005.

Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro Ruz, 16 avril 1961, www.cuba.cu/gobierno/discursos/1961/esp/f160461e.html.

Les historiens cubains, dont le professeur Eduardo Torres Cuevas, considèrent aujourd'hui que la véritable guerre d'indépendance n'eut lieu qu'en 1959. En effet, dans les premières décennies

d'une République « médiatisée », Cuba était passée du monopole de la métropole espagnole à celui d'une domination néocoloniale américaine. **La enmienda Platt**, inclus dans la Constitution cubaine de 1901, permettait à Washington d'exercer un contrôle sur tout le système commercial et le marché cubain.

La stratégie de lutte contre « l'ennemi intérieur » avait été expérimentée au Guatemala pour renverser le gouvernement progressiste de Jacobo Arbenz en 1954, mais également au Panama en 1964 et en République Dominicaine en 1965, ainsi qu'en Haïti et dans la plupart des pays d'Amérique centrale, Alain Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Paris, le Seuil, 1982.

Et ce fut pour contrecarrer les effets de contagion de la révolution castriste sur le continent que **Kennedy proposa à l'Organisation des Etats américains (OEA)**, des aout 1961, ce vaste programme d'aide économique qu'était l'Alliance for Progress, obtenant **en janvier 1962 l'exclusion de Cuba de l'OEA.**

IV. D'une velléité réelle d'autonomie de Cuba face à la bipolarisation du monde et au jeu des deux superpuissances à la solidarité internationaliste : axe majeur de sa diplomatie.

Garantir l'indépendance nationale, cheval de proie du Che Guevara, figure charismatique de la Révolution. Après une tournée de trois mois **dans huit pays africains et en Chine**, ce fut à Alger, le 24 février 1965, dans un discours mémorable, que le Che invoqua l'urgence d'élaborer une stratégie globale d'extension de la lutte révolutionnaire par la multiplication des foyers de guérillas. Puis, en avril de la même année, il se rendit clandestinement avec un contingent de 128 combattants volontaires cubains dans l'ex-Congo belge qui venait d'accéder à l'indépendance et qui était en proie aux déchirements de la guerre civile et à l'assassinat de Patrice Lumumba. Se solidarisant avec la lutte du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), il préparait déjà le terrain d'une future intervention cubaine dans ce pays.

Discurso pronunciado por el comandante Fidel Castro, Segunda Declaración de La Habana, 4 de febrero de 1962, www.ciudadseva.com/textos/otros/2declara.htm.

Pour Che Guevara, la paix durable dans le monde ne pouvait se faire tant que persistaient des conditions d'injustice et que les droits des peuples colonisés n'étaient pas respectés. La doctrine de la « coexistence pacifique » défendue par l'URSS était donc inconcevable dans la relation dialectique exploités/exploiteurs propre au système capitaliste,

Discurso del Comandante Che Guevara en la Onu, 11 décembre 1964, es.scribd.com/doc/9619462/Che-Guevara-Discurso-en-la-ONU.

La Havane, au cœur de la Caraïbe, devint ainsi l'épicentre de la solidarité avec le troisième monde, -Alain Touraine In, *La parole et le sang-éditions Odile Jacob-* préfère cette expression à celle de tiers -monde qui est teintée du colonialisme français du XVIIIème siècle.

Et c'est en 1966, lors de la célèbre Conférence tricontinentale, que virent le jour dans la capitale cubaine l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique, Asie et Amérique Latine (OS-PAAAL) puis, en 1967, l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (OLAS).

L'échec de la guérilla du Che en Afrique, puis dans le maquis bolivien en 1967 a sans doute sonné le glas de la tentative d'unification du mouvement armé révolutionnaire à l'échelle continentale et marque une nouvelle étape dans la politique extérieure de Cuba, plus préoccupée alors de diversifier ses relations avec d'autres partenaires économiques. Les années 1970 et 1980 scellèrent l'alliance entre Cuba et l'URSS, son adhésion au Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) en 1972 lui ayant assuré une sécurité énergétique. C'est alors que,

forte de cet appui, Cuba a pu lancer sa seconde grande intervention militaire en Afrique, couronnée par le succès de l'Opération *Carlota* déployée en Angola en 1975.

La bataille décisive de Cuito-Cuanavale en 1988 a été le coup d'envoi de la disparition du régime d'apartheid en Afrique du Sud et signe la fin de l'engagement militaire cubain dans le monde.

V. Dans le cadre de sa politique internationaliste.

Cuba avait envoyé dès les années 1960 des techniciens et instructeurs civils et militaires former les cadres africains, des troupes et du matériel de guerre en Angola, puis en Éthiopie, en Namibie et au Mozambique. Parmi les 350 000 combattants volontaires cubains engagés dans la guerre civile de l'Angola entre 1975 et 1991 et qui affrontèrent aussi les troupes du Zaïre puis de l'Afrique du Sud, on comptabiliserait plus de 2 000 morts. La contribution essentielle de Cuba à la lutte pour la fin de l'apartheid fut chaleureusement soulignée par Nelson Mandela lors de sa visite à Cuba dans la ville de Matanzas en 1991, Piero Gleijeses, In, *Visiones de la libertad, La Habana, Washington, Pretoria y la lucha por el Sur de Africa, 1976-1991*, The University of North Carolina Press, 2013.

En 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain -ALENA-, ou TLC-Tratado de Libre Comercio- consolidait l'alliance entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, tandis que l'on assistait à un afflux d'investissements directs étrangers (IDE), notamment de la part de l'Union européenne ; en 1998, l'Espagne devenait le second pays investisseur sur le sous-continent latino-américain. Cependant, les contrecoups sociaux désastreux provoqués par une croissance très inégalitaire dans la région fournirent le terreau favorable à une montée de la contestation populaire et des mouvements indigènes en Equateur, en Bolivie, au Brésil et ils entraînèrent une victoire généralisée des gouvernements de gauche dans une grande majorité des pays d'Amérique latine.

VI. Du contexte international à un équilibre géopolitique régional modifié.

Cette soif d'autonomisation des Latino-américains intervenait dans un climat de questionnement de la politique extérieure nord-américaine sur la planète : échec de la lutte anti-drogue en Colombie, guerre en Irak, ...

Après des prises de position d'autonomie clairement affirmées lors du Sommet des Amériques à Monterrey en janvier 2004 et du Sommet de l'Union Européenne/Amérique Latine et Caraïbes en mai de la même année à Guadalajara, la rupture se confirma au IVème Sommet des Amériques à Mar del Plata (Argentine) en novembre 2005.

C'est alors que le Venezuela et les pays du Mercosur (Marche commun du Sud) s'affrontent aux Etats-Unis, au Canada, au Mexique et au Panama par rapport à la Zone de libre-échange des Amériques -ZLEA- défendue par ces derniers. **L'échec du projet de libre-échange eut une portée hautement symbolique, car il indique alors une prise de conscience des dangers que peuvent représenter pour les pays latino-américains la soumission de leurs économies respectives aux intérêts des entreprises transnationales, -multinationales à l'époque, la plupart d'origine Etats-Unienne.**

Cela a représenté une perte considérable d'influence des Etats-Unis dans la région mais également de la prise en compte des revendications des mouvements sociaux mobilisés dans l'Alliance sociale continentale contre la ZLEA lors des contre-sommets ou forums des peuples. Cuba se retrouvait donc en harmonie avec ce nouveau courant progressiste qui avait pour objectif prioritaire le renforcement de l'intégration latino-américaine.

Ce sont alors des créations presque simultanées de la Communauté sud-américaine des nations (CSN). *Le Consensus de Washington* s'est traduit par l'application d'une politique économique néolibérale de dérégulation et d'ajustements dictée par le FMI et la Banque mondiale, de privatisation, d'ouverture au commerce international et au « libre-échange » prôné par l'OMC. L'expression de « régionalisme ouvert » a été empruntée à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) dans un document que celle-ci publia en 1994, *El regionalismo abierto en América Latina y el Caribe* repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/2140/S9260981.

*5 : La ZLEA ou ALCA en espagnol devait assurer la libre circulation des marchandises et des capitaux de l'Alaska à la Terre de Feu, soit un marché potentiel de plus de 800 millions de personnes.

Quant à l'ALBA, née d'une initiative conjointe des présidents Fidel Castro et Hugo Chavez, elle aurait voulu aller plus vite et plus loin dans l'intégration. Pour ses concepteurs, elle était l'expression d'une volonté de transformation des relations humaines et proposait une autre manière de penser les relations internationales ; **il s'agissait d'instaurer une diplomatie axée vers la réalisation de l'intérêt commun des peuples.**

Son originalité tenait à sa forme alternative d'échanges fondés sur la coopération solidaire et la complémentarité économique qui prenaient en compte le niveau de développement différencié des divers pays et la dimension de leurs économies dans le but de réduire les asymétries. La création de la Banque de l'Alba en 2008, puis du Système Unique de Compensation Régionale (SUCRE) en 2009 ont facilité les investissements de capitaux latino-américains dans la région et le développement des projets et des entreprises *grannacionales* par opposition au concept de transnationales.

www.embajadacuba.com.ve/alba/empresas-grannacionales/.

A partir de Cuba et du Venezuela, l'Alba tisse aujourd'hui un réseau d'influence qui s'étend de la Caraïbe à l'Amérique centrale et sur le continent. Les premiers accords signés du TCP se sont concrétisés dans le lancement de *Petro Caribe*. L'accord sur *Petro Caribe* a été signé le 29 juin 2005 à Puerto Cruz (Venezuela) par 14 chefs d'État et de gouvernement de la région. Profitant des cours élevés du pétrole, Hugo Chávez avait obligé les grandes compagnies pétrolières à renégocier les contrats en faveur du pays producteur, les fonds récoltés avaient permis de la sorte de financer dans les pays caribéens des projets de développement social et économique. Actuellement 18 pays de la Caraïbe bénéficient des accords énergétiques de *Petro Caribe*, Cuba recevant autour de 100 000 barils/jour de pétrole. **Une aubaine : les récents travaux de forages effectués dans les eaux cubaines pourraient laisser espérer pour l'île une éventuelle indépendance énergétique.** « ¿Una Cuba con petróleo ? », 1er janvier 2012, www.eleconomista.cubaweb.cu/2011/nro412/petroleo.html.

Plus récemment, avec la création d'Eco alba de 2012 qui prévoit l'instauration d'une zone économique avec le Mercosur. Les bénéfices sont mutuels.

Cuba a ainsi pu utiliser son capital humain hautement qualifié afin de faire profiter d'autres pays de ses performances au niveau de la médecine, des biotechnologies.

37 30 000 médecins cubains travaillent dans diverses missions mises en place par la Révolution bolivarienne comme celle de *Barrio Adentro*, fondée sur la médecine préventive.

Des centaines de milliers de patients vénézuéliens ont profité de soins ophtalmologiques à Cuba. Ce programme se développe dans 24 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, mais aussi en Afrique et en Asie (Pakistan). L'Opération *Milagro* organisée conjointement par le

Venezuela et Cuba a permis de soigner et d'opérer un million de patients atteints de pathologies oculaires à l'intérieur de missions disséminées dans les pays d'Amérique Latine, des Caraïbes et d'Asie, voir le site du ministère des Affaires étrangères de Cuba : www.cuba-minrex.cu/es/search/node/salud.

La vaste campagne d'alphabétisation lancée dans le cadre de la mission *Robinson* (Venezuela) a concerné un million sept cent mille personnes. Elle a été appliquée également dans quinze pays de la Caraïbe et du continent et, en deux ans, a permis d'apprendre à lire et à écrire à plus de trois millions de personnes.

VII. L'actualisation des relations internationales

Vaste processus de réformes du modèle socialiste cubain depuis 2011 pour nous référer à la politique extérieure de Cuba aujourd'hui.

Si La Havane maintient toujours sa position anti-hégémonique, la tendance est désormais à une politique pragmatique. C'est ainsi qu'elle réitère sa bonne volonté quant au dialogue et au développement de ses échanges multilatéraux.

Cuba renforce ses alliances stratégiques et donne priorité à la coopération. La nouvelle Loi d'ouverture aux investissements étrangers votée par l'Assemblée nationale, entrée en vigueur au cours de l'année 2014, lui a permis d'impulser le développement intérieur du pays, surtout dans les secteurs clés de l'économie cubaine : agriculture, énergie, industrie pharmaceutique et construction.

Parmi les zones prioritaires pour l'économie cubaine, il y a d'abord l'Amérique latine et les Caraïbes ou son intégration dans l'Alliance bolivarienne qui lui a permis de redynamiser une diplomatie solidaire dans la région et de renforcer le commerce intrarégional. Le Venezuela reste un partenaire incontournable en raison des besoins énergétiques de l'île, mais Cuba exclut toute dépendance vis-à-vis d'un seul pays et cherche à diversifier investissements et partenaires commerciaux. La relation avec le Brésil acquiert depuis quelques années une dynamique nouvelle en raison de l'importance stratégique dans le contexte régional du port de Mariel dont le premier a financé en très grande partie la modernisation et l'agrandissement des infrastructures.

Plus d'un milliard de dollars, apportés principalement par la Banque nationale brésilienne de développement, ont été investis pour la modernisation et l'élargissement des infrastructures du port de Mariel situé à 45 km de La Havane.

Les travaux ont été entrepris par la société de construction brésilienne *Odebrecht*. La Zone spéciale de développement de Mariel (ZEDM) peut accueillir les navires de commerce de la dernière génération *Super Post-Panamax* ; elle abrite également des parcs industriels de haute technologie et des zones d'activités logistiques et commerciales et permettra aux entreprises brésiennes qui l'utiliseront d'exporter vers l'Amérique centrale, tandis que l'ouverture du canal du Nicaragua dont les travaux sont déjà lancés avec les capitaux chinois fera de Cuba un pôle commercial de première importance pour les échanges hémisphériques Nord-Sud mais aussi en direction de l'Asie-Pacifique.

Cuba consolide également les relations avec ses anciens alliés historiques : la Chine, la Russie, l'Angola, l'Algérie, la Syrie et l'Iran, mais aussi de nombreux autres pays d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie, dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Enfin, parce qu'elles jouissent d'un contexte international beaucoup moins hostile, les autorités cubaines souhaitent encore développer les relations avec des alliés des Etats-Unis, comme le Canada et l'Union européenne, dont la stabilité et le réalisme doivent prévaloir sur les différences idéologiques. En 2014, l'UE qui est premier investisseur et second partenaire commercial à Cuba, a proposé de normaliser les relations et des pourparlers sont toujours d'actualité en vue d'un accord politique et de coopération entre les deux parties.

Avec les Etats-Unis, malgré les profondes divergences qui opposent les parties, celles-ci s'engagent dans un processus d'ouverture que la présidence de Barack Obama à partir de novembre 2008 a facilité, notamment en ce qui concerne les restrictions en matière de voyage pour les Cubano-Américains ou l'envoi de *remesas*-transferts-. Aujourd'hui sont prévues des manifestations dans nombre de capitales des Etats Unis de ces populations qui disent non aux restrictions imposées en matière de circulation vers Cuba par le président Biden et son équipe. Le rôle et la place de premier dirigeant qu'exerce aujourd'hui Cuba dans la Caraïbe et l'empathie qu'elle a suscitée en Amérique latine sont certainement le fait d'une diplomatie très active constamment menée avec tous les pays du monde et de façon inconditionnelle. Et la « Position commune » que l'UE avait adoptée depuis 1996, à l'initiative du chef du gouvernement espagnol de l'époque, José María Aznar, avait affecté les relations avec Cuba qui s'étaient alors limitées à des accords bilatéraux avec les États européens.

Les déplacements successifs des ministres des Affaires étrangères néerlandais et français en février et avril 2014 devraient permettre de renouer des liens stratégiques entre Cuba et l'UE dans les domaines du tourisme, de l'agriculture et de l'énergie.

VIII. Des dix commandements pour sauver la planète, l'humanité et la vie au Forum permanent pour les questions indigènes des Nations Unies

En avril 2008 Evo Morales avait dit : Ou bien nous avançons sur la voie du capitalisme et de la mort ou bien nous avançons sur la voie indigène de l'harmonie avec la nature.

Cela nous rappelle Karl Marx qui disait : « quand l'homme prend conscience de la nature, c'est la nature qui prend conscience d'elle-même ».

Cuba, en réaffirmant la voie du socialisme du XXIème siècle ne cherche-t-elle-pas un point d'équilibre entre l'apport de la dialectique marxiste du matérialisme historique et du matérialisme scientifique d'une part, et les mouvements socio-environnementaux, lesquels progressent sur le continent entre le modèle d'une économie productiviste comme condition du progrès social et la promotion d'un autre type de développement liant la question sociale au problème environnemental ?

Sa diplomatie solidaire, sa stratégie géopolitique ne suffisent-elles pas à Cuba pour se révéler face à l'axe Allemagne-Etats-Unis d'Amérique, au moyen des processus de changements et de la matrice génératrice d'intégration en Amérique Latine ?



Une femme face à un mural de la Havane : « ¡Socialismo o muerte ! », 2007.

